



Monsieur le Président ,

Vous nous réunissez pour recevoir notre avis, c'est bien urbain de votre part, en tant que représentant(e)s du personnel de la DDFIP61, sur la fermeture de la Trésorerie de Sées et les mises en place programmées de SGC, CDL et accueils de proximité en 2021.

La crise sanitaire actuelle a révélé avec force combien nos services publics sont indispensables pour répondre aux attentes des citoyens et des acteurs économiques.

Comment oublier, le rôle majeur joué par la DGFIP et ses agent(e)s pendant la crise COVID... ?

Pour notre gouvernement et ses sbires, cela ne pose pas de problèmes. Tout est balayé par le plan de démantèlement de l'administration des Finances Publiques sur fond de suppressions massives de postes (2163 prévues au PLF 2021 pour le ministère des Finances) qui se poursuit sans état d'âme.

Et tant pis si le dogme des économies budgétaires a failli précipiter notre pays dans une catastrophe humaine (hôpitaux exsangues, conditions de travail des «seconds de corvée» déplorables, rémunérations indignes, etc.) !

Malgré la crise sanitaire et le dévouement dont ont fait preuve les agent(e)s de la DGFIP pour assurer leurs missions dans ce contexte difficile. Malgré les demandes nationales en intersyndicale complète de suspension du NRP pendant la crise sanitaire, la DG n'a pas renoncé.

Pendant des mois, les élu(e)s, les agent(e)s et leurs représentant(e)s, ont été mobilisés contre ce NRP.

Tous ont exposé leurs inquiétudes, remarques et objections. Rien n'y a fait !

Le NRP n'est pas encore finalisé que nous constatons déjà un désarroi et une pression terrible sur les chef(fe)s de service, les chef(fe)s de poste, de la part des services de la direction. Les mots suicide, harcèlement, pressions intolérables ont été prononcés. Où est l'humain dans ces conditions ?

Oui, les conditions sanitaires sont dégradées mais le nouveau réseau doit aboutir, comme dirait le Président de la République, « quoi qu'il en coûte » ! Y compris au mépris de la santé des agent(e)s?

Aujourd'hui, ce projet, **VOTRE PROJET**, est **EN MARCHÉ**.

C'est un démantèlement pur et simple de tout le réseau à l'horizon du 1er janvier 2023 qui est au programme au nom de la soit-disant proximité !

Aujourd'hui, vous réunissez de nouveau les représentant(e)s du personnel comme souvent, pour ne pas dire toujours, pour diffuser des informations. Informations trop souvent déjà transmises à l'ensemble des agent(e)s.

Ainsi, l'administration feint de nous écouter dans des réunions qui se concluent systématiquement par la confirmation de la décision qu'elle a prise seule en amont.

Encore une fois nous ne pouvons que nous interroger sur votre définition du « dialogue social » et sur la notion de « concertation ». Une nouvelle fois, car nous avons déjà eu une discussion sémantique à ce sujet.

Il y a une très grande différence entre « dialogue social », « concertation » et « information ». Un CTL devrait être un lieu d'échanges constructifs, de partages, de discussions et de modifications de projets .

Dans le cadre d'un « dialogue social » respectueux, demander un avis n'est pas suffisant. Informer, n'est pas suffisant.

Écouter, entendre les remarques et objections, reconnaître que vos interlocuteurs peuvent avoir de bonnes idées, peuvent avoir raison, n'est pas une faiblesse. C'est au contraire une grande force qui fait la richesse d'un débat, d'un dialogue.

L'avis des représentant(e)s du personnel est sollicité alors que tout est validé et prêt à sévir.

L'intersyndicale des Finances Publiques de l'Orne refuse de servir d'alibi à la mise en place de cette contre-réforme destructrice et réaffirme qu'elle reste opposée au démantèlement de la DGFIP et plus généralement du service public.

Elle reste ainsi, dans la logique de ses actions impulsées dès 2018, fidèle à ses convictions et au mandat donné par les agent(e)s.

Pour toutes ces raisons, l'intersyndicale des Finances Publiques de l'Orne ne participera pas à ce CTL.